



## Une fois de plus la maison européenne est en feu

Par [Olivier Renault](#)

Mondialisation.ca, 23 octobre 2021

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Environnement](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Le Journal *Die Welt* a choisi un titre signifiant le début de la destruction des structures européennes. La Pologne dénonce les attaques de Bruxelles et les mots violents de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen à la suite de ce pays slave de ne pas accepter les lois de l'UE comme étant supérieures à celles de son pays.

Avec ce conflit politique au sein de l'UE, avec la Pologne qui est une grande conquête de l'Occident et de l'Otan, il y a la question de l'augmentation des prix de l'énergie qui échauffe l'esprit des habitants. L'éclatement de l'UE s'annonce de plus en plus probable. La Hongrie soutient, notamment la Pologne.

Angela Merkel quitte son poste de chancelière. Elle a été le symbole du consensus sur la zone de l'UE. Son départ annonce l'arrivée de profondes turbulences en Europe et une grande instabilité dans ce contexte d'augmentation des prix de l'énergie et des restrictions en raison de la Covid-19 (Pass Sanitaire, troisième dose, interdiction de travailler pour les soignants non injectés). Il ne faut pas aussi oublier la crise liée aux migrants. Une quantité d'éléments sont là pour provoquer une explosion de l'UE. *Die Welt* [explique](#) le dernier sommet de l'UE qui a débuté ce jeudi 21 octobre et qui va durer ce vendredi 22 octobre ne peut pas être un événement calme pour les 27 de l'UE.

La décision du tribunal polonais dans le différend sur les juges, qui a incidemment sapé les articles centraux du traité de l'UE, ainsi que les prix record de l'énergie ont réchauffé les esprits ces dernières semaines. Les principaux politiciens de l'UE ont demandé que les paiements en espèces du programme d'aide Corona pour Varsovie soient suspendus. La veille, Ursula von der Leyen et le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, [se sont affrontés](#) avec leurs discours devant le Parlement européen. «l'Union n'a jamais été remise en cause de manière aussi radicale», [a déclaré](#) le président du Parlement européen, David Sassoli.

Cependant, Angela Merkel a, ensuite, fait ce qu'elle avait toujours fait au cours de ces 16 années. Elle a essayé de calmer la situation et de garder l'Europe unie. Elle [a déclaré](#) au début du sommet: «L'Etat de droit est au cœur de l'UE. D'un autre côté, nous devons trouver des voies et des possibilités de nous réunir à nouveau ici, car une cascade de litiges devant la Cour de justice européenne n'est pas encore une solution quant à la manière dont l'Etat de droit peut être vécu».

En d'autres termes: ce problème doit être résolu par un compromis politique, et non par des ultimatus et des «chantages», comme s'en plaignait Mateusz Morawiecki au début du sommet. *Die Welt* indique que le seul qui a publiquement aidé le Premier ministre polonais était le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, qui est également sous observation par la

Commission européenne, et qui a parlé d'une «chasse aux sorcières» contre la Pologne.

«Quel avenir pour l'Europe?», se demande *Die Welt*. Lors du sommet, le Premier ministre belge, Alexander De Croo, était particulièrement agacé que la Pologne ait intensifié ce conflit à un moment où l'Union avait vraiment d'autres problèmes. Une discussion ouverte a ensuite eu lieu à huis clos, l'UE renonçant cette fois aux transcriptions textuelles, indique *Die Welt*, selon *Politico*, afin d'éviter que les débats des chefs de gouvernement individuels ne soient divulgués aux médias. Le sujet ne devrait pas non plus être mentionné dans la déclaration finale. Cela montre à quel point l'UE est loin de résoudre les problèmes d'Etat de droit en Pologne et en Hongrie.

En tout cas, les responsables européens ont essayé de donner l'impression qu'il s'agissait d'un débat nécessaire pour clarifier les positions de toutes les parties. Le débat était une étape qui devrait aider sur la voie d'une solution, ont-ils déclaré jeudi soir dans les cercles européens. Le dialogue politique est ici nécessaire. Le débat s'est déroulé dans le calme et a été l'occasion de mieux comprendre les différents points de vue. Le président du Conseil de l'UE, Charles Michel, a remercié les chefs d'Etat et de gouvernement pour leur approche constructive. Les remarques dures d'éminents politiciens de l'UE à l'approche ont suscité des attentes d'action rapide qui n'ont même pas été partiellement satisfaites.

Les mesures vraiment dures sont difficiles à faire passer. Là encore, un problème fondamental de l'architecture européenne émerge. Il est difficile de faire passer des mesures vraiment dures car les gouvernements qui doivent être sanctionnés sont alors à nouveau nécessaires sur d'autres questions qui demandent l'unanimité. La Hongrie a joué ce jeu avec virtuosité ces dernières années. Et la Pologne, elle aussi, parie désormais que la Commission européenne et les autres pays de l'UE ne veulent pas mettre en danger la capacité d'action de l'Europe et ne chercheront, donc, finalement pas le conflit ultime avec Varsovie. On ne sait pas non plus à quoi pourrait ressembler un compromis qui permettrait aux deux parties de sauver la face.

Un autre sujet avait chauffé les cœurs européens dans les semaines qui ont précédé le sommet: les prix élevés de l'énergie, en particulier ceux du gaz. Il y a de nombreuses raisons à cela, y compris des installations de stockage de gaz insuffisamment remplies en Europe, car les sociétés énergétiques ont spéculé sur l'évolution des prix, augmentant la demande mondiale en raison de la reprise économique après la pandémie de corona.

Il n'y a pas de consensus en Europe sur la manière de gérer la flambée des prix avant l'hiver, précise *Die Welt*. La semaine dernière, la Commission européenne a répertorié un certain nombre d'instruments que les pays de l'UE peuvent utiliser pour amortir les prix au niveau national sans enfreindre les règles de concurrence de l'UE. Pour certains Etats membres, cependant, cela ne va pas assez loin. Des pays comme l'Espagne, la Grèce, la Pologne et la Hongrie préconisent des mesures à l'échelle de l'UE. Le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a proposé jeudi une plate-forme gazière européenne centrale à partir de laquelle les Etats de l'UE peuvent acheter du gaz, ainsi que des capacités de stockage paneuropéennes plus élevées et une intervention de la Commission européenne sur le marché en cas de surchauffe des prix pendant une courte période. La chancelière Angela Merkel, par exemple, s'y est farouchement opposée, indique *Die Welt*.

A huis clos, la Pologne et la Hongrie ont plaidé pour la suspension du paquet climat. Le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a appelé la Commission européenne à «reconsidérer complètement» ses propositions. Certains d'entre eux sont des «fantasmes

utopiques», a-t-il déclaré à propos de la proposition d'inclure le secteur des transports et les bâtiments dans l'échange de droits d'émission à l'avenir. Il a fait valoir que le projet alimenterait davantage les prix de l'énergie nettement plus élevés et «tuerait la classe moyenne européenne». La Pologne et la République tchèque ont demandé à l'UE de prendre des mesures contre les spéculateurs en matière de commerce du CO2, qui font également grimper les prix».

Les désaccords sont profonds dans l'UE et, en effet, la maison européenne est en feu.

Olivier Renault

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)

Copyright © [Olivier Renault](#), [Observateur continental](#), 2021

---

Articles Par : [Olivier Renault](#)

### A propos :

Olivier Renault, journaliste. Il travaillé, entre autres, pour RUE89, Die Junge Freiheit, des sociétés de production à Berlin et Hambourg pour la télévision allemande...

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)